

Un premier mai historique ? Oui !

Huit organisations syndicales ont appelé nationalement à des manifestations unitaires ce 1er mai 2009. C'est historique, puisque cela n'est jamais arrivé auparavant. **Cela correspond à un fort besoin d'unité, exprimé par des millions de travailleurs/ses et de manifestant-e-s.** L'Union syndicale Solidaires pour qui la recherche d'unité syndicale est un souci constant, juge positivement cette démarche, et regrette les quelques réflexes sectaires rencontrés dans certains départements.

Mais nous voulons des victoires sociales et refusons de payer leur crise !

29 janvier, 19 mars, 1^{er} mai, ... une journée d'action toutes les 6 semaines, ça permet des démonstrations de colère, de révolte, de résistance, de volonté de se battre collectivement. C'est important de se retrouver ensemble : du secteur public et du secteur privé, travailleur/ses en activité, chômeurs/ses, retraité-e-s, en formation, ...

Mais il faut franchir un cap. Poursuivre dans cette stratégie des seuls « temps forts » bimestriels, c'est reprendre une tactique qui a déjà montré qu'elle aboutissait à une défaite du mouvement social. **L'Union syndicale Solidaires l'a dit au lendemain du 29 janvier, répété après le 19 mars, et c'est maintenant une urgence : la grève générale interprofessionnelle est la perspective qu'il faut fixer et préparer.**

Des collectifs interprofessionnels existent localement et mobilisent dans l'unité. Au-delà de l'Union syndicale Solidaires et de ses syndicats, cette exigence est portée aussi par des équipes syndicales d'autres organisations.

Dans le secteur privé, l'urgence est là : il est nécessaire de coordonner nationalement les luttes menées localement contre les licenciements qui se multiplient : dans l'Industrie, le Commerce, les Services, ... partout ! La convergence est aussi nécessaire pour les services publics : santé, poste, fonction publique, rail, énergie, éducation, recherche, protection sociale, ... nous sommes tous concerné-e-s par ces combats, qui seraient plus efficaces réunis.

Chaque jour, les millions de salarié-e-s sont toujours plus victimes de la crise d'un système qui n'est pas le leur ! *Patronat et gouvernement mènent une guerre ouverte contre les salarié-e-s, pour préserver leurs acquis, leurs taux de profit, leur richesse, leur pouvoir ; les patrons continuent d'engranger dividendes, stock-options, revenus exorbitants, fortunes invraisemblables.* Chaque jour, il y a des grèves, manifestations, occupations d'entreprises. Les organisations syndicales ont pour rôle de les appuyer, les développer, les coordonner, ... les faire gagner !

Par la grève générale interprofessionnelle, imposons un autre partage des richesses !

L'union syndicale Solidaires met quatre points en avant :

- **Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel payé exclusivement par un fonds patronal mutualisé, réduction du temps de travail**, car les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que les entreprises accumulent les profits.
- **Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux, 300 € pour toutes et tous immédiatement**, parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise, alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes.
- **Des moyens supplémentaires, l'arrêt des suppressions d'emploi et de nouvelles orientations pour les services publics**, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population : emploi, santé, éducation, transport, communication,...
- **En finir avec la fiscalité qui favorise les riches** : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la défiscalisation des heures supplémentaires, et abaissement de la TVA sur les produits de première nécessité.

Dans les entreprises et les localités, décidons en assemblées générales de ce que sera le 26 mai, organisons-nous !